



Des milliers de documents liés au nazisme ont été découverts dans les archives de la Cour suprême de justice, à Buenos Aires.

LE FIGARO / L'UNITÉ AMÉRICAINES / NEWS / PHOTOS

# Quand l'Argentine de Milei rouvre la chasse aux nazis



PAR  
**Fabien Palem**  
Correspondant à Buenos Aires

«**U**ne découverte d'importance mondiale... Voilà ce qu'on peut lire sur le site de la Cour suprême de justice. Le plus haut tribunal de la hiérarchie argentine vient de trouver, dans son sous-sol, douze caisses de champagne contenant des milliers de documents liés au nazisme. Parmi ces archives : des cartes postales, des photos, du matériel de propagande et « des milliers » de carnets d'affiliation affichant une croix gammée, qui appartenaient à des membres du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP, en allemand) et de l'Union allemande de Gremios, son antenne locale. Ces caisses, dont l'origine remonte à 1941, étaient destinées à l'ambassade d'Allemagne. Elles ont été saisies à cette époque par la justice du pays sud-américain, puis oubliées pendant des décennies. Une trouvaille fortuite qui est venue perturber les travaux que la Cour suprême effectue en ce moment, dans le cadre de la création d'un musée. Les sources proches de cette institution contactées par *Le Figaro* n'ont rien souhaité déclarer en réaction à cette découverte.

Au-delà du potentiel d'éclaircissement de ces archives, cette actualité fait écho à un débat initié, à Buenos Aires, par d'autres gros titres évoquant d'anciens nazis en Argentine. Au lendemain du 24 mars, date de commémoration du coup d'État de la dernière dictature (1976-1983), une supposée déclassification de documents, liés à la fuite de dignitaires nazis, était annoncée en grande pompe par des membres du gouvernement national puis relayée massivement par la presse. Un mois plus tard, le 29 avril, le cabinet ministériel affiche la « publication en ligne » d'archives portant sur l'entrée de dignitaires du régime dans le territoire national, d'Adolf Eichmann à Josef Mengele, en passant par Klaus Barbie et d'autres. Sous le titre « Documentation sur le nazisme », la plateforme propose aux internautes de naviguer à vue parmi « 1850 documents, réunis en sept dossiers ». Des déclarations portant le sceau de la police nationale ou des services secrets y sont mêlées à des coupures de presse, sans aucune contextualisation.

Stricto sensu, le communiqué officiel ne parle pas de « déclassification » et mentionne bien le décret présidentiel 232/1992 qui avait bel et bien levé le secret d'État sur ces documents. C'était en 1992, sous la présidence de Carlos Menem, le péroniste libéral. Mais, sous l'ère Milei, aussi fasciné par les États-Unis que l'était Menem, cette fausse nouvelle semble être au service d'un effet d'annonce. Au fil des interviews concédées à la presse, les ministres de l'économiste ultralibéral broient les pistes.

**Le président argentin a rendu publiques des archives consacrées à la fuite d'anciens nazis en Argentine. Entre coup de com et engagement contre l'antisémitisme, cette volonté de transparence est aussi une manière d'enfoncer l'héritage péroniste.**

« C'est vrai qu'à un moment donné, ces archives avaient déjà été déclassifiées, mais elles n'ont jamais été confiées aux Archives nationales », argumente ainsi Luis Petri, le ministre de la Défense, sur la chaîne DNews.

Une affirmation erronée, à en croire la communication de la numérisation de ces documents faite, dès octobre 2023, soit avant l'élection de Milei, par cette même institution. Guillermo Francos, chef du cabinet ministériel, fait, quant à lui, référence à une enquête menée conjointement par le Centre Simon Wiesenthal, une ONG internationale spécialisée dans la chasse aux nazis et une équipe états-unienne, menée par Chuck Grassley, président *pro tempore* du Sénat américain, à la tête de la commission judiciaire. « Le président Milei, à la demande du sénateur Chuck Grassley, a ordonné que soit libérée toute la documentation existante afin que toute la vérité soit faite. Il n'y a pas de raison pour que cette information soit protégée », développait Francos, auprès de la même DNews.

**« Il y a encore de nombreuses zones d'ombre »**

Du côté du Centre Wiesenthal, on préfère en appeler à la patience. « Les annonces actuelles sont liées à une demande que nous avons émise récemment. Les archives en question avaient déjà été déclassifiées. Actuellement, notre enquête porte sur le financement des réseaux d'exfiltration nazis, les ratielles, et ses résultats seront révélés d'ici à un an », déclare au *Figaro* le directeur, Ariel Gelblang. En 2020, l'ONG avait présenté au Credit Suisse (actuel UBS) une liste de 12000 noms de nazis qui auraient vécu en Argentine et auraient ouvert des comptes auprès de Schweizerische Kreditanstalt, l'institution qui a

précédé la banque helvète. Sur quoi se fonde l'engagement soudain du gouvernement argentin pour ce sujet ? Une partie de la réponse se dessine sans doute à la croisée de la géopolitique et de la religion. La photo de Javier Milei, posant, le 17 février, aux côtés du sénateur Steve Daines, allié de Donald Trump et connu pour son engagement sur le sujet, tout comme son collègue Grassley, est un indice sans équivoque. Les États-Unis et Israël sont les deux principaux phares du président argentin qui, à peine élu, a voyagé à New York pour y visiter la tombe du « Rabbi », l'un des plus influents leaders spirituels du judaïsme, de la mouvance loubavitch. En 2026, l'Argentine présidera pour la première fois l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), dont elle est le seul membre latino-américain. « Le président Milei a été présent lors de toutes les journées de commémoration de la Shoah », déclare Jonathan Karszenbaum, directeur du Musée de l'Holocauste de Buenos Aires. Il s'est manifesté à plusieurs reprises en faveur de la lutte contre l'antisémitisme et il continue de réclamer la libération des otages du Hamas. Il nous avait déjà rendu visite au musée, du temps où il était candidat. De manière générale, depuis le retour de la démocratie, tous les gouvernements ont apporté leur soutien à la construction de la mémoire de l'Holocauste en Argentine. Quant à la trace des nazis en Argentine, ce sujet est tout sauf un tabou ici, c'est plutôt un marronnier ! »

Si le gouvernement argentin se lance dans la chasse aux nazis ce serait, selon certains, pour occuper l'agenda des droits humains avec ce sujet. Les annonces sur les archives nazies sont imbriquées à d'autres, liées, elles, à un tout autre sujet. À savoir celui des recherches portant sur la dernière dictature, un chapitre de l'histoire sur lequel le gouvernement actuel a rompu un consensus vieux de 40 ans, en remettant en cause, par exemple, le nombre de disparus, et en insistant sur les crimes des groupes armés de l'extrême gauche et du péronisme opposés au régime. « Cette supposée déclassification est une fake news », dénonce Mariana Nazar, archiviste, membre fondatrice de l'Association des archivistes de la fonction publique argentine. Selon cette historienne, par ailleurs vice-présidente de la Section sur les archives et les droits humains (SAHR) du Conseil des archives internationales, « la documentation était déjà d'accès public. C'est incongru de s'approprier ce travail tandis qu'il y a un définancement des politiques de mémoire, des fermetures d'institutions, avec comme conséquences la perte d'archives précieuses et la disparition du travail des archivistes ». Même son de cloche du côté de Daniel Lvovich, historien ayant participé à la Commission en faveur de l'éclaircissement des activités des nazis en Argentine (CENA), créée en 1997 : « Je trouve ça très bien si le gouvernement aide le Centre Wiesenthal à avancer sur ces sujets. Il y a encore de nombreuses zones d'ombre, notamment autour de l'Or naz. Mais je crois que ce sont des enquêtes qui passent surtout par les archives des banques, les éta-

bissements privés, la banque centrale... C'est fondamental d'approfondir l'apprentissage et la réflexion autour de la Shoah. En revanche, je suis opposé à un usage concurrentiel des mémoires. En l'occurrence : la Shoah contre la dictature argentine. »

**« La réalité est bien plus complexe »**

Les chiffres de la présence nazie en Argentine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale varient selon les sources : 12000 selon le Centre Wiesenthal, 5000 selon le ministre de la Défense Petri. Le rapport de la CENA, cité en exemple par les spécialistes, a identifié 180 criminels de guerre, dont une trentaine de germanophones, une cinquantaine de Croates et une centaine de Belges et de Français. C'est cette liste qui est reprise par le musée de l'Holocauste, qui compte aussi une salle entière dédiée à l'exil d'Eichmann, à sa capture et à son renouveau. La détection en 1994 de l'ancien capitaine SS Erich Priebke, qui coulait des jours heureux à Bariloche, en Patagonie, a rafraîchi les mémoires de cet épisode. Preuves tangibles de la présence nazie, ces arrestations sont aussi le point de départ de tous les fantasmes occidentaux autour de l'Argentine, paradis des évadés du III<sup>e</sup> Reich, accentués par l'antipéronisme. « Je suis bien conscient que ce stigmatisé colle à la peau de l'Argentine, mais la réalité est bien plus complexe, nuance Marica Ras, historienne et chercheuse associée au Musée de l'Holocauste, qui était présente au sous-sol de la Cour suprême, le 9 mai dernier, lors de l'ouverture des caisses de champagne contenant les documents nazis. Ce rattachement a été largement véhiculé, en 1945, par l'ambassadeur américain Spruille Braden et le Département d'État de Washington, opposés à Juan Domingo Peron, alors ministre de la Guerre et vice-président de la nation. Pourtant, aujourd'hui, force est de constater que l'Argentine a déclassifié ses archives bien avant et de manière plus complète que les États-Unis ou l'Allemagne. »

Sur les réseaux sociaux, d'aucuns associent la position du gouvernement à un coup de maître contre le péronisme. Touché. « Peron était un grand admirateur de Mussolini, ce qui l'a amené par capillarité vers le nazisme », analyse la philosophe et politique française Renée Fregosi, auteur, dans le dernier numéro des *Temps modernes* (décembre 2018) d'un article intitulé « L'Argentine de Peron, terre d'asile des anciens nazis ». « Cependant, reprend cette spécialiste de l'antisémitisme et grande connaisseuse de l'Amérique latine, les relations entre les nazis et les gouvernements argentins commencent avant Peron. Le parti naz lui-même commença à tisser des liens dans le pays dès la fin des années 1920. » Pour preuve, toujours au Musée de l'Holocauste, on observe le Luna Park, célèbre salon d'événements du centre de Buenos Aires, plein de nazis et de swastikas, lors d'un des trois meetings qui y sont organisés, en 1936, 1937 et 1938. Des clichés qui ont fait le tour du monde et qui prouvent la diffusion précoce de cette idéologie dans cette capitale du bout du monde. ■